

Jeudi 23 septembre 2021,

***Allocution de M. Gaston TONG SANG,
Président de l'assemblée de la Polynésie française
À l'occasion de la première séance de la session budgétaire***



Mesdames et Messieurs,

Mes premières pensées en ce moment solennel sont tournées vers celles et ceux, trop nombreux, qui ont été arrachés à notre existence au cours des dernières semaines. Nous pensons avec émotion et compassion à leurs familles et à leurs proches, accablés par ces départs précipités et douloureux. J'ai une pensée émue également pour deux de nos anciennes collègues, parties trop vite elles aussi : Mme Rosine BRODIEN et Mme Eleanor PARKER. Chaque perte humaine, quelle qu'en soit la cause, est un morceau de l'âme de notre pays et de notre peuple qui s'effrite et qui nous meurtrit. Je vous propose qu'ensemble nous nous levions pour respecter une minute de silence en mémoire de nos chers disparus.

— 1 minute de silence —

Monsieur le Haut-commissaire de la République en Polynésie française,
Monsieur le Président de la Polynésie française,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Vice-président,
Mesdames et Messieurs les ministres du gouvernement de la Polynésie française,
Monsieur le Maire de Papeete,

Mesdames et Monsieur les Présidents des groupes politiques représentés à l'assemblée,

Mesdames et Messieurs les représentants, mes chers collègues,

Monsieur le Conseiller économique, social et environnemental,

Monsieur le Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel,

Monsieur le Président du Tribunal administratif,

Monsieur le Président de la Chambre territoriale des comptes,

Monsieur le Payeur de la Polynésie française,

Monsieur le Directeur des finances publiques,

Monsieur le Secrétaire général du gouvernement,

Madame le Secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française,

Mesdames et Messieurs les maires et élus municipaux de Polynésie française,

Mesdames et Messieurs les représentants du monde patronal et des syndicats de salariés,

Messieurs les représentants des confessions religieuses,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Distingués invités, Chers internautes, Chers amis,

'Ia ora na i roto i te aroha nō te Atua i tō tātou fāreireira'a i teie mahana 'āpī !

Nous voici réunis pour ouvrir ensemble ce matin l'avant dernière session budgétaire de notre mandature. Comme vous le savez, la session budgétaire s'est ouverte de droit jeudi dernier, mais en raison des restrictions sanitaires et des mesures de confinement qui s'imposaient alors à nous, nous avons préféré, en concertation avec le Président Edouard FRITCH, ne pas nous réunir jeudi dernier et réserver nos allocutions pour la séance d'aujourd'hui.

En des temps plus cléments et moins tumultueux, j'aurais, au cours de mon discours d'ouverture solennel, dressé face à vous le bilan de nos activités de l'année passée et aurais fait état des projets institutionnels à venir. Mais notre Pays connaît une période particulièrement troublée et inquiétante. Je crois donc qu'il n'y a pour l'heure aucun bilan exhaustif à établir et qu'il serait bien maladroit de ma part de faire l'annonce de projets ou d'évoquer ici les desseins institutionnels que je souhaite porter avec vous.

Ce que je peux vous dire, c'est que depuis le début de la crise sanitaire, l'assemblée de la Polynésie française se tient aux côtés du gouvernement, mais également aux côtés du peuple et participe à la vie, voire à la survie de la cité en délibérant et en adoptant les textes nécessaires à la gestion sanitaire, économique et sociale de cette pandémie qui met nos institutions et parfois notre démocratie à l'épreuve.

Notre assemblée ne s'est jamais arrêtée de fonctionner et la voix du peuple n'a jamais cessé de résonner au sein de cet hémicycle.

Aujourd'hui même, au terme de nos discours, et malgré le contexte particulier ou les pressions extérieures, l'assemblée débattrà et délibèrera sur les textes inscrits à l'ordre du jour de notre séance. Il en sera de même au cours des 12 prochaines semaines, durée de notre session budgétaire. Nos commissions se réuniront, elles exerceront pleinement leur mission de contrôle, leur droit d'information et d'amendement. La situation financière et économique du pays promet des débats budgétaires complexes. Pourtant, là encore, notre institution sera au rendez-vous et assumera ses responsabilités.

Votre majorité, Monsieur le Président, portera à vos côtés, avec vigueur et convictions, le budget de la collectivité et l'ensemble des mesures nécessaires à la sortie de crise. La voix de l'opposition viendra, comme toujours, enrichir et alimenter le débat d'idées. Tel est notre devoir, telle est la démocratie.

Alors qu'il y a quelques mois la situation sanitaire du pays semblait connaître une relative embellie, nos cieux se sont soudainement obscurcis avec l'arrivée brutale du variant meurtrier qui a endeuillé nos familles et mis à mal notre système de soin, notre économie, le moral de nos populations et la nature joviale et harmonieuse de nos relations humaines.

Face à cette vague de désolation, la mobilisation des forces vives du pays a été exemplaire et elle continue à l'être. Ces forces vives sont médicales, paramédicales, administratives, religieuses, associatives, publiques ou privées.

Sans qu'il soit nécessaire de faire la longue litanie des êtres extraordinaires et exceptionnels qui participent à la gestion de cette crise, je tiens, en mon nom personnel et au nom de l'institution, à leur adresser notre profond sentiment de reconnaissance. Du fond de notre cœur, nous vous disons merci !

Les élus eux aussi, parfois fragilisés, contestés ou déstabilisés par la virulence de certaines réactions, souvent virtuelles et anonymes, sont pourtant présents quotidiennement sur le terrain de la pandémie.

Les maires, quels qu'ils soient, fin connaisseurs des réalités et des spécificités de leurs territoires, s'organisent du mieux qu'ils peuvent pour accompagner leurs populations face aux drames sanitaires, humains et économiques générés par la pandémie. Qu'ils soient ici salués, encouragés et amplement remerciés.

Monsieur le Président, mon ami Edouard, avec votre gouvernement, vous êtes sur le front, ne ménageant ni vos efforts, ni votre énergie. Nous sommes là, à vos côtés, et nous mesurons le poids de vos responsabilités et de votre investissement dans la gestion de cette crise usante et éprouvante.

Il me semble important de rappeler à celles et ceux qui, à l'intérieur, comme à l'extérieur de cet hémicycle, mettent en doute la légitimité de notre Président, que la majorité qui l'a porté au pouvoir en 2018 était composée de 38 représentants, issus du suffrage universel direct et ayant bénéficié d'un plébiscite populaire sans appel. Je leur rappelle également qu'aujourd'hui encore, cette même majorité compte toujours 38 élus.

Attendu sur le front de l'épidémie, l'Etat a lui aussi été présent et continue à l'être, Monsieur le Haut-commissaire.

L'arrivée de nos compatriotes de la réserve sanitaire a été une véritable bouée de sauvetage au cœur de la tempête. La France est là, à nos côtés. Le symbole le plus édifiant de sa présence et de sa mobilisation a sans doute été l'image de nos malades portés à dos d'hommes dans un avion civil transformé en service de réanimation pour un vol de 24 heures à destination de Paris.

Cette première mondiale nous prouve une fois de plus que chaque vie humaine compte et qu'elle n'a pas de prix. Je ne doute pas que l'Etat sera également présent sur le front économique, plus qu'il ne l'est déjà, pour accompagner la Polynésie française dans sa reconstruction.

J'ai ici une pensée remplie de gratitude pour nos frères Calédoniens qui eux aussi ont contribué humainement et matériellement à la lutte pour la vie de nos concitoyens. Comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer aux élus du Caillou, jamais nous n'oublierons ce geste qui témoigne du lien d'amour et de fraternité qui unit nos peuples du Pacifique. Nous sommes bien évidemment préoccupés par la situation sanitaire que connaît actuellement la Nouvelle-Calédonie et lui témoignons notre soutien et notre fraternelle solidarité.

Il est un sujet qui, depuis plusieurs mois, agite et émeut l'opinion. Il s'agit de la vaccination et depuis peu, de l'obligation vaccinale.

Comme vous avez pu le constater, j'ai gardé le silence depuis que les médias, neutres et objectifs pour certains, et beaucoup plus subjectifs ou orientés pour d'autres, ont décidé de relayer les propos que j'ai tenus sur une radio communale dont j'ignorais jusqu'alors qu'elle était écoutée bien au-delà des côtes de ma petite île de Bora Bora.

Si j'ai gardé le silence aussi longtemps, c'est pour laisser aux uns et autres le soin de s'exprimer sereinement eux aussi, mais c'est également parce que je considère que les paroles sont vaines et inaudibles quand elles sont prononcées trop souvent ou en des circonstances inadaptées.

C'est face à vous, Mesdames et Messieurs les élus, et face au peuple que je décide aujourd'hui de m'expliquer.

Même si je regrette que des extraits tronqués de mon intervention aient pu émouvoir certains auditeurs, j'assume pleinement ma prise de position et ne regrette pas de m'être exprimé.

J'estime que je n'ai trahi personne ; ni mon groupe, ni les instances dirigeantes de mon parti, ni même mes collègues maires. J'ai la conviction profonde que les divergences d'opinions nourrissent la démocratie. J'invite mes détracteurs à s'abstenir d'user de raccourcis douteux qui viseraient à transformer les idées divergentes en défiance politique. Les interprétations sont l'ennemi de la vérité.

Plus de 65 % de la population polynésienne éligible a reçu à ce jour au moins une dose de vaccin. Je m'en réjouis sincèrement et adresse à tous les acteurs de cette campagne de vaccination d'une ampleur sans précédent mes remerciements et mes encouragements.

J'ai moi-même, en ma qualité de maire, mis tout en œuvre pour faciliter et favoriser la vaccination de mes administrés volontaires.

C'est ainsi qu'à l'heure où je vous parle, en dépit des critiques, des communiqués acerbes émanant de ma propre famille politique, Bora Bora affiche le meilleur taux de couverture vaccinale des Îles-Sous-le-Vent. C'est cela le sens des responsabilités !

Mes responsabilités politiques au sein de notre institution, mais aussi au sein de ma majorité et du parti politique auquel j'appartiens m'ont conduit, le 20 août dernier, à voter en faveur du projet de loi du pays relatif à la vaccination obligatoire dont j'aurais souhaité — il est vrai — un spectre d'application moins étendu.

J'assume et je ne regrette pas ce vote car il témoigne de ma solidarité à l'égard de notre gouvernement et répondait à une logique de parti essentielle au maintien de la stabilité de nos institutions. Ma solidarité à l'égard du gouvernement et mon appartenance politique à mon parti demeurent intactes.

L'adage dit que si deux hommes sont d'accord sur tout c'est qu'un seul des deux pense. Nous sommes tous doués de raison et de bon sens. Je sais, Monsieur le Président, que vous êtes magnanime, enclin au dialogue et attaché à la diversité des opinions.

Ma position n'est pas une posture d'hostilité à l'égard de la vaccination. Je veux réconcilier les hommes ! Ce virus met à l'épreuve notre unité et ne cesse de nous séparer. Il nous isole, nous met en quarantaine, il nous confine, il ferme nos frontières, catégorise et divise les communautés. Il est grand temps de le combattre par notre unité et notre tolérance !

Face à cette crise sans précédent, la peur de nos populations doit être entendue et ses réticences respectées.

Ce virus a plongé un monde pétri de certitudes dans un océan d'incertitudes : incertitudes scientifiques, sanitaires, médicales, et politiques. Face à ce constat et avec humilité, nous devons urgemment tempérer nos certitudes et « déconfiner » nos raisonnements.

Même si certains évènements ont pu émousser la confiance de notre population, je lui demande de retrouver son calme et de tempérer elle aussi ses réactions auxquelles nous ne sommes ni sourds, ni indifférents. Les discours haineux, injurieux ou diffamants, sans doute nourris par la peur, ne nous ressemblent pas et doivent cesser immédiatement. Vacciné ou non vacciné, immunisé ou non immunisé, malade ou en bonne santé, nous sommes un seul et même peuple !

Je propose que des discussions reprennent activement, dans les plus brefs délais, pour mettre fin à la radicalisation du débat public et pour apaiser les tensions.

Il s'agira d'envisager, à la lumière des dernières données scientifiques et des dernières statistiques vaccinales, une conciliation des notions d'immunité naturelle et d'immunité vaccinale, mais aussi une redéfinition du périmètre d'application de la loi relative à l'obligation vaccinale.

De plus, à l'heure où les autorités sanitaires annoncent l'injection de doses supplémentaires de vaccin aux personnes déjà vaccinées, il nous faudra incontestablement redéfinir la notion de schéma vaccinal complet dont on ignore finalement la complétude définitive.

J'ai toujours été, depuis cette tribune, porteur d'un message d'unité, de paix et de fraternité, respectueux de la majorité mais néanmoins attentif aux minorités.

Plus que jamais, je porte face à vous ce message et je souhaite qu'il soit entendu :

Plus encore qu'avant, avec vous, Monsieur le Président, nous devons être unis et nous écouter.

Plus encore qu'avant, avec vous, Monsieur le Président, nous devons pacifier plutôt qu'opposer, unifier plutôt que diviser.

Plus encore qu'avant, avec vous, Monsieur le Président, nous devons être à l'écoute du peuple et puiser en lui toute notre force et notre motivation.

Je vous remercie de votre attention. *Māuruuru i te fāro'ora'a mai 'e 'ia ha'amaita'i mai te Atua ia tātou pā'ato'a.*

oOo